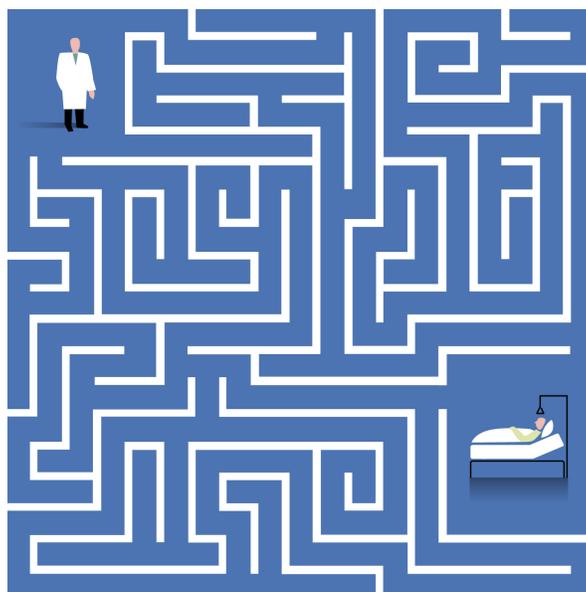


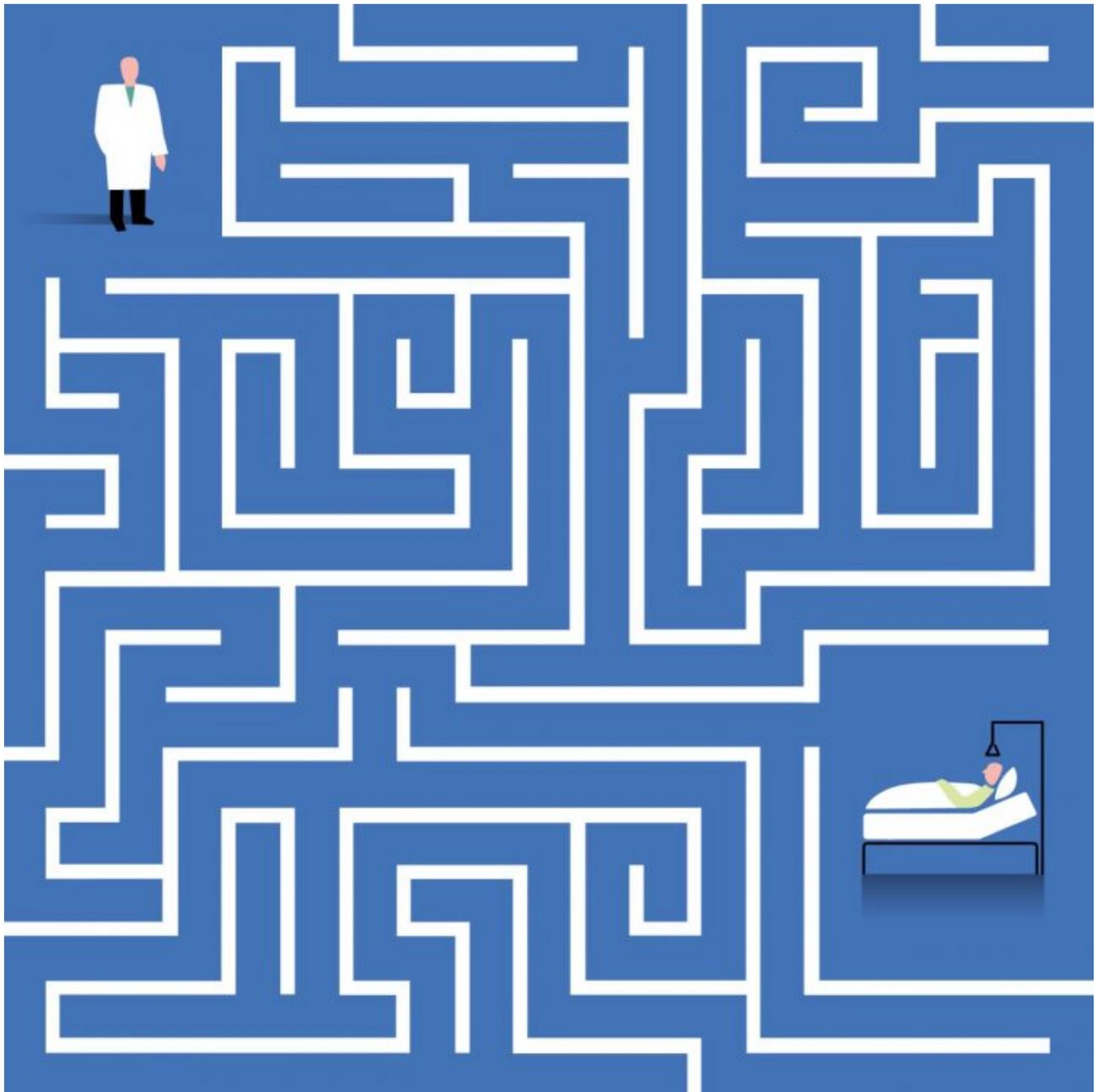
Point de vue politique

L'attractivité de la médecine, le rôle de l'Etat

Héros de Balzac, le Dr Bernassis se voue au soin des autres. Aujourd'hui encore, chaque médecin partage cet altruisme. Cependant, les idéaux de nos jeunes médecins se heurtent souvent aux contraintes de notre système de santé. Le rôle de l'Etat ? Améliorer l'attractivité de la profession et préserver la motivation.



D'abord, augmenter le nombre de diplômé-es en Suisse tout en maintenant un haut niveau de qualité des études. La sélection sévère au début des études ne permet pas de former suffisamment de jeunes médecins. De plus, avec la féminisation croissante de la profession, le temps partiel se développe et nécessite donc davantage de vocations. Résultat : nous faisons venir toujours plus de médecins formé-es à l'étranger, qui souvent connaissent mal notre système de santé et dont les compétences ne sont pas toujours au niveau espéré.



(Nicolas Zentner)

Renforcer nos capacités d'enseignement, mais aussi les possibilités de formation postgraduée, y compris par un financement fédéral. Faciliter la conciliation de la vie familiale et professionnelle par des possibilités de temps partiel, tant dans des places de formation postgraduée intéressantes que dans l'accès à des postes à

responsabilité en milieu hospitalier et universitaire. Enfin, développer des possibilités de garde d'enfants, plus flexibles le soir et le week-end. Voilà quelques clés.

Négociation et concertation

La profession subit aussi les pressions des assurances, de trop lourdes charges administratives, les limitations aux possibilités de s'installer, la mise en cause par la presse et le politique quant à sa responsabilité dans la hausse des coûts de la santé, parfois des attaques quant aux qualités professionnelles, le manque d'écoute politique et les mauvaises surprises, par exemple sur le point TARMED. Tout ceci ne contribue pas à l'attractivité de la profession, alors que le médecin souhaite pouvoir consacrer l'essentiel de son temps au chevet des patient-es.

L'amélioration de la qualité, la maîtrise des coûts de la santé sont de véritables enjeux. Mais ils doivent être empoignés par toutes et tous ensemble – professions médicales, hôpitaux, assureurs maladie mais aussi patient-es – dans le cadre de négociations, notamment entre partenaires tarifaires, et par des solutions libérales provenant du terrain et non pas imposées étatiquement sans concertation.

La longévité de nos concitoyen-nes et la gestion de cette pandémie le démontrent : nous disposons en Suisse d'un système de santé de qualité exceptionnelle ; et le fondement de ce système, ce sont les professionnelles qui le composent, médecins en tête.

Isabelle Moret
Conseillère nationale, Présidente de H+